

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1900 (vieillesse), 1944 (invalidité).

Lois en vigueur: 1967 et 1990 (travailleurs salariés), 1969 (assistance aux personnes âgées après contrôle des ressources), 1963 (pensions d'invalidité servies par l'assurance maladie-invalidité).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 32,13 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés et apprentis (dispositions spéciales pour les mineurs et les gens de mer).

Régimes spéciaux pour les travailleurs indépendants et les fonctionnaires.

(Pour les pensions d'invalidité, champ d'application comme pour maladie et maternité ci-dessous.)

Sources de financement

Assuré: 7,5 % du salaire. Pensionné: 3,55% de la pension d'invalidité ou de la prépension de retraite (sauf si montant de la pension inférieur à 35 627 francs (sans personnes à charge) ou 42 750 francs (avec personnes à charge)).

Employeur: 8,86 % des salaires.

Gouvernement: Subventions annuelles.

Les cotisations sont calculées sur la base de 108% du salaire pour les ouvriers et 100% pour les employés, y compris le pécule de vacances. (Les pensions d'invalidité et les allocations pour frais funéraires sont financées par l'assurance maladie-maternité.)

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 60 à 65 ans (hommes et femmes). Pension complète: 45 années (hommes) ou 40 années (femmes) de couverture. Les hommes chômeurs ou invalides peuvent rester dans leur régime jusqu'à 65 ans.

Prépension pour hommes: Retraite à 60 ans et remplacement par un chômeur. Années jusqu'à l'âge de 65 ans considérées comme période d'emploi. Les hommes prépensionnés doivent rester dans ce régime jusqu'à 65 ans. Le régime a pris fin le 31 décembre 1990. Sup-

plément de prépension: Voir prestations de chômage ci-dessous.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain dans l'activité habituelle. 6 mois d'affiliation à l'assurance, comprenant 120 jours de travail effectif ou période assimilée et affiliation à l'assurance pendant le dernier trimestre.

Pensions de survivants: Affiliation à l'assurance pendant toute la période écoulée depuis l'âge de 20 ans, ou être pensionné au décès, sinon pension réduite proportionnellement.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: Pension complète : 60% ou 75% (ménage) du salaire moyen de carrière; pour le calcul de la pension, le salaire antérieur est réévalué, compte tenu des variations des salaires et de l'indice des prix de détail.

Pension réduite (en cas de carrière incomplète): Pourcentage de la pension complète correspondant à la proportion de la période accomplie. Pension spéciale de vieillesse pour conjoints divorcés à 60 ans: 62,5% du gain de l'ancien conjoint au cours du mariage, moins les pensions propres dues pour les mêmes années.

Allocation payée à toutes les personnes nécessiteuses après contrôle des ressources: 20 105 francs par mois ou 26 806 francs par mois (ménage).

Ajustement périodique des pensions selon les variations de l'indice des prix de détail.

Pension minimum: 26 703 francs par mois ou 33 369 francs par mois (ménage) si période d'affiliation complète. Pour les assurés ayant accompli les 2/3 de la période requise pour la pension complète, pension réduite en proportion.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pensions d'invalidité: 65% du salaire avec personnes à charge, 40% sans personnes à charge, 45% si vivant seul ou avec des personnes sans revenus qui ne sont pas considérées comme personnes à charge. Payable après 1 année d'incapacité (1ère année payée selon le régime des prestations de maladie). Pension minimum: 920 francs par jour sans personnes à charge, 1 028 par jour pour isolé ou 1 285 francs par jour avec personnes à charge;

maximum: 1 422 francs par jour sans personnes à charge ou 2 133 francs par jour avec personnes à charge.

Ajustement périodique des prestations selon les variations de l'indice des prix de détail.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 80% de la pension de vieillesse de l'assuré. Payée également au veuf. Pension minimum: 315 053 francs par an si période d'affiliation complète, plus pécule de vacances de 17 390 francs par an. Pour les survivants d'assurés ayant accompli les 2/3 de la période requise pour la pension complète de vieillesse, pension minimum réduite en proportion. Payée au conjoint survivant ayant atteint l'âge de 45 ans (sans limite si invalide ou élevant un enfant) si marié depuis au moins 1 année (condition supprimée en cas de naissance d'un enfant ou de décès accidentel de l'assuré). Si le conjoint survivant exerce une activité professionnelle, cessation exigée dans la même mesure que pour la pension de vieillesse. Pension de survivant cumulable à raison de 110% avec une pension de son propre droit. Le conjoint survivant qui ne remplit pas les conditions pour avoir droit à une pension régulière reçoit une pension pendant 12 mois.

Pensions d'orphelins: 9 992 francs par mois pour chaque orphelin, payées selon le régime des allocations familiales.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire de 6 000 francs, payée selon le régime des prestations de maladie.

Allocation payée à toutes les personnes nécessiteuses après contrôle des ressources.

Ajustement périodique des prestations (à l'exception de l'allocation pour frais funéraires) selon les variations de l'indice des prix de détail.

Organisation administrative

Ministère de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Office national de sécurité sociale au sein du ministère: Perception des cotisations et répartition entre les Offices nationaux gérant les prestations.

Office national des pensions: Gestion des pensions de vieillesse et de survivants et gestion financière du régime.

Institut national d'assurance-maladie-invalidité: Gestion générale des pensions d'invalidité.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi, 1894 (mutualités).

Loi en vigueur: 1963 (assurance-maladie-invalidité).

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces et prestations médicales)

Champ d'application

Travailleurs salariés et apprentis (qui doivent s'affilier à une mutualité ou à une caisse auxiliaire de caractère public). Les titulaires de pensions et les autres bénéficiaires de prestations de sécurité sociale reçoivent également les prestations médicales.

Régimes spéciaux pour les travailleurs indépendants (protection de base seulement) et les gens de mer.

Affiliation volontaire pour les personnes qui ne sont pas assurées obligatoirement.

Sources de financement

Assuré: Prestations médicales: 3,55% du salaire. Prestations en espèces: 1,15% du salaire. Pensionnés: 3,55% de la pension de vieillesse ou de survivant (pas de cotisations si pension inférieure à 37 257 francs par mois (sans personnes à charge) ou à 44 155 francs par mois (avec personnes à charge)).

Employeur: Prestations médicales: 3,8% des salaires. Prestations en espèces: 2,2% des salaires, plus 0,15% pour financer les prestations en espèces de maternité.

Gouvernement: Subvention pour les soins de santé et les indemnités des salariés et des indépendants. Produit d'une surcharge sur les primes d'assurance automobile, les primes d'assurance hospitalisation, et le chiffre d'affaires réalisé sur le marché du médicament remboursable.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maladie et prestations médicales: 6 mois d'immatriculation comprenant 120 jours ou 400 heures de travail effectif ou périodes assimilées.

Prestations en espèces de maternité: Etre femme employée. 6 mois d'immatriculation précédant l'accouchement.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations en espèces de maladie: 60% du salaire; salaire maximum: 3 554 francs par jour. L'employeur verse 100% du salaire à la plupart des employés les 30 premiers jours; les ouvriers et les employés qui n'ont pas droit à un salaire de 30 jours reçoivent 100% du salaire les 14 premiers jours et un supplément de prestations d'assurance égal à 29% (ouvriers) ou 30,5% (employés) du salaire pendant les 23 jours suivants. Par la suite, l'assurance continue à verser 60% du salaire pour le reste de la première année de maladie.

Prestations en espèces de maternité: 82% du salaire pendant le premier mois (79,5% pour les chômeuses) et 75% du salaire par la suite. Due pour les 7 semaines précédant et les 8 semaines suivant l'accouchement.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Englobent les soins des médecins généralistes et spécialistes et des chirurgiens, l'hospitalisation, les médicaments, les analyses de laboratoire, les soins de maternité, les soins dentaires, les soins d'infirmières, la réadaptation, le transport et les appareils de prothèse.

Participation aux frais par l'assuré selon son statut et ses revenus.

Durée: pas de limite.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés.

Organisation administrative

Ministère de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Office national de sécurité sociale au sein du ministère: Perception des cotisations.

Institut national d'assurance-maladie-invalidité: Coordination du régime avec deux comités de gestion, l'un pour les prestations en espèces et l'autre pour les prestations médicales.

Organismes locaux payant les prestations: 1) environ 100 mutualités reconnues, groupées en 5 unions nation-

ales, et une caisse destinée au personnel des chemins de fer; 2) bureaux régionaux d'une caisse auxiliaire de caractère public pour les personnes n'appartenant pas à une mutualité.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1903.

Lois en vigueur: 1963 (maladies professionnelles); 1971 (accidents du travail).

Assurance obligatoire auprès d'assureurs publics ou privés

Note: A partir du 1er janvier 1988, le régime des accidents du travail a été partiellement transféré au secteur privé. Suite à cette privatisation, effective le 15 avril 1989, les assureurs ne sont autorisés à augmenter les contributions que de 15% au maximum.

Champ d'application

Travailleurs salariés, y compris les travailleurs occasionnels et les apprentis.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires et les gens de mer.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Accidents du travail: 0,3% des salaires plus primes d'assurance variables selon les risques (cotisation moyenne environ 2,6% des salaires pour les ouvriers, 0,6% pour les employés). Maladies professionnelles: 0,10% des salaires pour les ouvriers, 0,45% pour les employés.

Gouvernement: Subvention pour la réparation de certains accidents résultant de l'action de matières explosives ou des engins de guerre.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage. Pour les maladies professionnelles ne figurant pas sur la liste, l'assuré devra fournir la preuve du lien de causalité entre la maladie et le risque professionnel.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire:

Pour incapacité temporaire totale, 100% du salaire payé par l'employeur pour ou les 30 premiers jours.

Puis 90% payé par l'assurance jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Incapacité temporaire partielle: 90% du salaire pendant la réadaptation ou si travail adéquat non disponible. Sinon, prestation payée pour couvrir toute différence de salaire. En cas de refus d'une mesure de réadaptation ou d'un travail adéquat, indemnité correspondante au degré d'incapacité.

Ajustement périodique des prestations selon les variations de l'indice des prix de détail.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 100% du salaire en cas d'invalidité totale.

Supplément pour assistance constante: Fixé en fonction du degré de nécessité et sur base du revenu mensuel moyen garanti (suspendu à partir du 21^e jour d'hospitalisation).

Incapacité partielle: Pourcentage de la pension complète correspondant au degré d'incapacité (convertie en somme forfaitaire à la retraite).

Ajustement périodique des prestations selon les variations de l'indice des prix de détail.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, soins dentaires, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire du défunt. Due également à un veuf à charge et à la veuve divorcée si bénéficiaire d'une pension alimentaire.

Pensions d'orphelins: 15% du salaire par orphelin (20% pour orphelins de père et de mère) de moins de 18 ans (ou plus âgé si ouvrant droit aux allocations familiales); payée au maximum pour trois orphelins.

Autres survivants (en l'absence d'un conjoint ou d'orphelins):

Père ou mère chacun 20% du salaire; petits-enfants, frères ou sœurs de moins de 18 ans, 15% chacun. Maximum 45%.

Maximum des pensions de survivants: 75% du salaire du défunt.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire égale à 30 jours de salaire; minimum: 6 000 francs.

Ajustement périodique des prestations (à l'exception de l'allocation funéraire) selon les variations de l'indice des prix de détail.

Organisation administrative

Ministère de Prévoyance sociale: Supervision générale.

Accidents du travail: Fonds des accidents du travail, conseils et inspecteurs locaux des accidents du travail: gestion du régime; représentation tripartite.

Les employeurs doivent s'assurer en couverture de leurs risques auprès d'une caisse commune d'assurance ou d'une compagnie privée. L'octroi des prestations est approuvé par le Fonds des accidents du travail.

Maladies professionnelles: Office national de sécurité sociale au sein du ministère: Gestion du régime. Commission des maladies professionnelles: gestion du régime; dirigée par des administrateurs représentant le ministère, assistés par un conseil paritaire d'employeurs et de travailleurs.

En cas de non-accord, les cours et tribunaux du travail sont compétents.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1920.

Loi en vigueur: 1991.

Régime d'assurance obligatoire

Champ d'application

Travailleurs salariés et apprentis.

Exclus: Travailleurs domestiques non logés (travaillant moins de 4 heures par jour pour le même employeur ou

moins de 24 heures par semaine pour un ou plusieurs employeurs), travailleurs occasionnels et travailleurs familiaux.

Régimes spéciaux pour les débardeurs, les gens de mer, les travailleurs de la construction, les travailleurs dans les ateliers pour handicapés, etc.

Sources de financement

Assuré: 0,87% du salaire (au 4^e trimestre 1994).

Employeur: 1,43% des salaires (au 4^e trimestre 1994). Financement de l'indemnité complémentaire (aux allocations de chômage) dans le cadre de la prépension conventionnelle.

Gouvernement: Couverture de tout déficit.

Conditions d'attribution

Allocation de chômage: Justifier d'une période de travail soumise à l'assurance variant entre 312 jours au cours des 18 derniers mois et 600 jours au cours des 36 derniers mois, ce chiffre s'élevant selon l'âge du requérant.

Etre inscrit au bureau de placement. Etre apte au travail, disposé à travailler et disponible.

Le chômage ne doit pas être dû à une résiliation volontaire de la part du travailleur, à son renvoi pour mauvaise conduite, à une grève ou au refus injustifié d'une offre convenable (disqualification pour une période de 8 à 52 semaines; exclusion de la réadmissibilité si intention délibérée).

Supplément de prépension: Retraite à 58 ans (50 ans dans les industries en difficulté) si 5 années au service du même employeur, ou 10 années dans la même branche industrielle, ou 20 années d'emploi. 60 ans si licencié, remplacé par un autre travailleur.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocation de chômage: Chefs de ménage: 60% du salaire plafonné (55 876 francs par mois à partir du 1^{er} décembre 1994). Non-chefs de ménage: 60% du salaire pour la 1^{ère} année; ensuite 42%. Cohabitants: 55% du salaire pour la première année; ensuite 35% pour le 5^e trimestre plus 3 mois supplémentaires pour chaque année d'emploi antérieur, puis forfait de 12 532 francs par mois.

Les chômeurs âgés de 50 ans ou plus qui comptent 20 ans de carrière et sont sans emploi depuis 12 mois ont droit à

un supplément mensuel variable en fonction du niveau du salaire perdu. Pour les isolés et cohabitants âgés de 55 ans, le supplément s'élève à 60% du dernier salaire brut.

Pour les jeunes sans emploi: Allocation d'attente variant en fonction de l'âge et de la situation familiale entre 7 176 et 16 540 francs.

Supplément de prépension: 50% de la différence entre le montant mensuel de l'allocation de chômage initiale et le salaire net. Payable jusqu'à l'âge de la retraite.

Ajustement périodique des prestations selon les variations de l'indice des prix de détail.

Suppléments de sécurité d'existence payables à certains groupes professionnels, afin de garantir un minimum de revenus, en vertu de conventions collectives.

Organisation administrative

Ministère de l'Emploi et du Travail: Surveillance générale.

Office national de sécurité sociale: Perception des cotisations.

Office national de l'emploi: Décision sur les demandes, contrôle des organismes de paiement, et gestion du service de l'emploi, par l'entremise de 30 bureaux régionaux; administré par une commission tripartite.

Bureaux locaux payant les allocations: Office public de paiement ou syndicats pour leurs propres membres.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1930.

Lois en vigueur: 1967, 1969 et 1971 (allocations sous condition de ressources).

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Personnes exerçant une activité rémunérée et bénéficiaires de prestations de sécurité sociale ayant un enfant ou plus.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires et les travailleurs indépendants.

Belgique

Les familles exclues du régime obligatoire peuvent bénéficier des allocations après contrôle des ressources.

Sources de financement

Assuré: Travailleurs salariés: Néant. Travailleurs indépendants: Cotisations variant selon les revenus.

Employeur: 7% des salaires.

Gouvernement: Subventions aux régimes des travailleurs salariés et indépendants en couverture de tout déficit.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 16 ans (18 ans si soumis à l'obligation scolaire à temps partiel; 21 ans si handicapé; 25 ans si apprenti, remplaçant parent seul, étudiant ou jeune chômeur).

Les enfants bénéficiaires peuvent comprendre les petits-enfants et les jeunes frères, soeurs, enfants du conjoint et autres mineurs à charge.

Limite du revenu pour les allocations octroyées sous condition de ressources: 83 542 francs par trimestre avec un enfant; majoration de 20% pour chaque enfant supplémentaire.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 2 601 francs par mois pour le 1er enfant (3 925 francs si enfant du titulaire d'une pension de vieillesse, ou 5 450 francs si enfant d'un bénéficiaire d'allocation de chômage ou d'un travailleur handicapé), 4 813 francs pour le 2e enfant (5 634 francs pour le 2e enfant du titulaire d'une pension de vieillesse

ou d'invalidité), 7 185 francs pour le 3e enfant et chacun des suivants (7 329 francs pour le 3e enfant du titulaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou du bénéficiaire d'allocation de chômage). Supplément de 904 francs pour le 1er enfant entre 6 et 12 ans, de 1 380 francs si entre 12 et 16 ans et de 1 688 francs par mois si plus de 16 ans (ramené à 1 456 francs pour un enfant unique ou un 1er enfant). Complément pour enfant handicapé de moins de 21 ans: 11 700 francs par mois (avec supplément en fonction de la gravité du handicap).

Allocation de naissance: 35 236 francs pour la 1ère naissance, 26 511 pour la deuxième et chacune des suivantes.

Allocation sous condition de ressources octroyées aux familles n'ayant pas droit aux allocations régulières.

Réajustement périodique des prestations selon les variations des salaires, des prix et d'autres facteurs économiques.

Les cotisations au régime financent également des équipements et services collectifs de garde d'enfants en bas âge.

Organisation administrative

Ministère de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Office national de sécurité sociale: Perception des cotisations.

Office national d'allocations familiales: Répartition des cotisations entre les différentes caisses.

Caisses de compensation versant les allocations: 33 caisses privées (professionnelles, régionales ou spéciales) et un service public (O.N.A.F.T.).